

Le Libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUALES
9, rue Louis-Blanc, Paris (40°).

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

A la Société des Nations,
le torchon brûle.

Les impérialismes rivaux
sont en lutte.

Il serait piquant — mais
non surprenant — que de
cette Société pour la Paix
ne sortît que la Guerre.

APPEL AUX JEUNES GENS

On vous a dit souvent : « Vous êtes l'avenir ».

Comme la naissance et la mort, les générations se succèdent ininterrompues : enfance, adolescence, maturité, vieillesse, tout s'enchaîne et, marchant avec le temps, chaque génération traverse ces phases successives : la naissance, le développement, la mort.

Donc, mes jeunes amis, « vous êtes l'avenir ».

C'est une vérité aussi banale qu'indiscutable.

On vous a dit aussi : « L'avenir est entre vos mains ; il sera ce que vous voudrez » fermement qu'il soit, ce que vous saurez « énergiquement le faire. Il dépend de vous » qu'il soit d'esclavage ou d'indépendance, « de misère ou de bien-être, de guerre ou de paix, d'amour ou de haine, de laid ou de beauté ».

C'est encore exact.

Vous avez le précieux avantage de recueillir le patrimoine de savoir, de progrès et de richesse que, par leurs efforts acharnés, les générations qui vous ont précédés ont parvenues à constituer.

Vous avez le devoir de garder intact ce patrimoine, et vous ne devez pas permettre qu'entre vos mains il dépérisse ; vous devez, en outre, travailler à le fortifier pour le transmettre, accru, à ceux qui vous suivront.

Mais dans cet héritage, il n'y a pas qu'un actif de savoir, de progrès, de richesse. Il y a aussi un passif et un passif très lourd d'ignorance, de servitude, de haine et de misère.

Cet héritage, il faut le prendre tel qu'il est ; impossible de le refuser, ni de ne l'accepter que dans ce qu'il a d'avantageux.

Toutefois, vous qui êtes nés avec ce sillon, vous avez la bonne fortune de vous trouver, en pleine jeunesse, à l'époque où le vieux monde d'iniquité, d'esclavage et d'exploitation est sur le point de succomber sous le poids de ses erreurs, de ses turpitudes et de ses crimes.

Cette circonstance vous place dans des conditions exceptionnellement favorables à l'affranchissement que vous avez la magnifique mission de préparer et, peut-être, d'assurer ; mais, par contre, elle vous impose des obligations particulièrement impérieuses et urgentes.

JEUNES GENS !

Vous voici parvenus au carrefour de la vie, à ce point stratégique où il vous faut choisir entre les diverses routes qui s'ouvrent devant vous.

Ne vous aventurez pas à la légère et, pour ainsi dire, au hasard dans telle voie ou dans telle autre. La décision que vous allez prendre va vraisemblablement engager votre existence, l'inspiration, la direction. Cela demande réflexion. Examinez à fond la situation : la vôtre, celle de la classe à laquelle vous appartenez, de la génération dont vous faites partie, de l'humanité tout entière. Descendez gravement en vous-mêmes ; faites, plusieurs fois s'il le faut, le tour de vos idées et de vos sentiments ; mesurez vos forces ; enfin, choisissez.

Je ne m'adresse pas à la jeunesse étourdie, frivole et oisive. Celle-là, je la connais : sourde, elle n'entend rien ; aveugle, elle ne voit rien ; elle ne va ni à l'étude ni à la méditation ; elle ne prend goût qu'au sport, à la danse, au cinéma, à la chanson bête des rues, aux spectacles médiocres et aux distractions malsaines.

Cette jeunesse est, hélas ! je ne le sais que trop, de beaucoup la plus nombreuse et si mon indulgente philosophie m'interdit de prononcer contre elle un réquisitoire sévère et une condamnation implacable, elle ne m'empêche pas de déplorer sa futilité et de m'attrister de son égarement.

Les jeunes gens — hommes et femmes — auxquels j'adresse cet appel sont ceux dont l'esprit est ouvert à l'examen des graves problèmes qui tourmentent notre époque de transition, ceux dont le cœur s'émeut de la détresse matérielle et morale dont souffre la classe laborieuse, ceux dont la haute conscience se révolte au spectacle de la formidable iniquité qui est à la base de l'organisation sociale actuelle et qui courbe sous ses implacables arrêts l'immense majorité.

Je la connais aussi, cette jeunesse ; depuis quarante ans, j'ai senti les généreuses palpitations de son cœur, j'ai saisi ses ardentes aspirations, j'ai été témoin de la noblesse de ses sentiments, et je sais de quel dévouement et de quelle activité elle est capable.

C'est à cette jeunesse que ces lignes sont destinées : jeunesse que n'ont point abîmée les religions, que n'a pas endoctrinée le patriotisme, que n'ont point aveuglée ni corrompue les luttes stériles de l'électoratisme et qui, les yeux fixés sur l'idéal de Bien-Etre et de Liberté dont la réalisation transformera le monde, cherche la route qui y conduit par les voies les plus sûres et les plus directes.

C'est à chacun de ceux qui appartiennent à cette intéressante jeunesse que je dis :

Mon cher et jeune camarade,

Tu as compris toute l'horreur d'un milieu social où la majorité qui produit tout ne possède rien (on ne le dira jamais assez) tandis que la minorité qui ne produit rien possède tout ; ou quelques-uns ne connaissent

sent de la vie que les sourires, les succès et les joies (il faut le répéter sans cesse, en formules simples que tout le monde comprend) tandis que, tous les autres traînent une existence de larmes, de déceptions et de tristesses.

L'odieuse et le tragique de ces contrastes t'ont bouleversé. C'est bien ; et cela prouve que tu n'es dépourvu ni de sensibilité, ni de compréhension.

Et, maintenant, que vas-tu faire ? Vas-tu, cette constatation faite, en prendre paisiblement ton parti ? Vas-tu, jeune homme sans virilité, laisser les déshérités « se débrouiller, s'ils le peuvent » et, toi, tâcher de grossir le nombre des privilégiés ?

Vas-tu, par prudence ou couardise, étouffer en toi les indignations de ta conscience ?

Si tu faisais cela, mon jeune camarade, sache que tu serais plus coupable que les aveugles et les sourds qui traversent la vie sans rien voir, sans rien entendre ; oui, beaucoup plus coupable qu'eux, puisque, ayant constaté la cynique cruauté des bourgeois et entendu les cris de détresse des victimes, tu resterais indifférent et inactif.

Mais tu ne commettras pas cette ignominie lâchée ; je le sais, j'en suis certain.

Alors, je le répète, que vas-tu faire ?

Tu vas : tout d'abord, exprimer, à toutes occasions, ta manière de voir, faire tout autour de toi, parmi tes camarades de travail, une propagande intense en faveur des convictions qui t'animent ; tu vas parler, écrire, agir loyalement, courageusement, selon tes idées et tes sentiments. Mais tu comprendras vite que seul, si ardent et si capable que tu sois, tu ne peux pas grand-chose et que, isolé, tes efforts risquent de rester sans résultat. Tu vas donc rechercher des camarades — des jeunes, comme toi, de préférence — partageant tes convictions et, formant avec eux-ci des groupements de jeunesse, ou bien entrant dans les groupes déjà existants de l'Union Anarchiste Communiste », tu apporteras à ces organisations le concours inestimable de ton enthousiasme adhésif.

Où, tu vas batailler avec les anarchistes contre les institutions sociales dont tu as mesuré la malfaisance et dont tu hais l'iniquité.

Mais, avant, écoute bien ceci :

Les anarchistes ne te promettent rien qui soit de nature à flatter ta vanité, à satisfaire ton ambition, à assouvir ta cupidité. Si tu n'es ni vaniteux, ni ambitieux, ni cupide, la place est parmi nous ; mais si tu es, si peu que ce soit, affligé de ces vices défectueux, abstiens-toi de pénétrer dans nos milieux ; tu ne tarderai pas à t'y trouver déplacé, à t'y sentir mal à l'aise et tu n'y resteras pas longtemps.

De plus, mon jeune compagnon, tiens pour certain d'avance que la propagande libertaire exigera de toi les plus durs sacrifices : il faudra, probablement, que tu brises les liens affectueux qui t'unissent à ta famille, il te faudra, peut-être, rompre avec de vieilles et précieuses amitiés ; tu devras renoncer à la fortune et même à l'aisance qu'on n'acquiert, dans le milieu social actuel, que par l'exploitation de ses semblables.

Mets-toi bien dans la tête que tu auras à affronter les sarcasmes des cuistres et les railleries blessantes des ignorants, à braver les perfidies des méchants, les calomnies des adversaires et les persécutions de l'Autorité.

Voilà ce qui t'attend.

Si tu te sens résolu à accepter vaillamment tous ces sacrifices, en échange de l'unique satisfaction de t'affirmer bellement et librement, n'hésite plus, décide-toi, viens à nous.

Apporte à notre propagande difficile, périlleuse, parfois ingrate, toujours exigeante, le concours de ton élan, de ta fougue, de ta ferveur, de ton énergie, de ta foi.

Et si tu ne donnes sans compter à la cause que tu auras, ainsi, délibérément embrassée, sache, mon jeune camarade, que, quelles que soient les épreuves que te réserve l'avenir, tu n'auras rien à regretter. Ta part sera la meilleure.

SEBASTIEN FAURE.

Si les Amis qui achètent, chaque semaine, notre "Libertaire" s'y abonnaient...

Les lecteurs du Libertaire forment une clientèle fidèle et assidue. Ils sont, à Paris et en province, plusieurs milliers qui achètent, chaque semaine, ce journal.

Chez leur marchand, ils le paient cinquante centimes. De ces dix sous qui sortent de leur poche, cinq vont au Libertaire et cinq à l'intermédiaire.

Voilà donc un ami qui, pour les 52 numéros qui paraissent dans l'année, débourse vingt-six francs, dont la moitié seulement, soit treize francs, rentrent à l'administration du journal.

Eh bien ! Supposons que le lecteur en question cesse d'acheter le Libertaire au numéro et prenne un abonnement.

Voici ce qui arrivera :

a) Le nouvel abonné paiera les 52 numéros 22 francs, au lieu de 26 francs. Il économisera 4 francs ;

b) L'Administration du Libertaire touchera 22 francs, au lieu de 13 francs. Elle y gagnera 9 francs ;

Il est vrai que l'Administration du journal aura à supporter les frais d'envoi au domicile de l'abonné, soit un centime pour la région parisienne et deux centimes pour la province, ce qui fait 52 centimes pour la région parisienne et 1 fr. 04 pour la province.

Soyons exacts : Tenons compte des autres frais (bandes et expéditions) que comporte le service des abonnements et doublons ces 52 centimes et 1 fr. 04. Faisons mieux : triplons-les, ou presque, et nous voici à 1 fr. 50 pour la région parisienne et 3 fr. pour la province.

En conséquence :

D'une part, le lecteur dont il s'agit — acheteur au numéro devenu abonné — économisera 4 fr. ;

D'autre part, le Libertaire touchera en plus, sur les abonnés de la région parisienne : 9 fr. — 1 fr. 50 = 7 fr. 50 et sur les abonnés de province : 9 fr. — 3 fr. = 6 fr.

Or, on peut raisonnablement évaluer à quinze cents les amis de la région parisienne et à quinze cents ceux de la province qui, sans se gêner, pourraient faire l'opération bien simple que nous leur conseillons.

Dans ces conditions, nous aurions :

1° Pour les lecteurs de la région parisienne, un boni de 1.500 x 7,50 = 11.250 fr. ; 2° Pour les lecteurs de province, un boni de 1.500 x 6 = 9.000 fr. Ensemble : 20.250 francs.

Et voilà, pour notre Libertaire, vingt mille francs par an recueillis sans effort, sans sacrifice, en quelque sorte automatiquement.

Ces chiffres parlent. Leur voix est éloquent. Nous insistons sur l'utilité d'une telle opération et quand nos amis l'auront comprise, ils deviendront, nous en sommes certains, des abonnés.

b) L'Administration du Libertaire touchera 22 francs, au lieu de 13 francs. Elle y gagnera 9 francs ;

Il est vrai que l'Administration du journal aura à supporter les frais d'envoi au domicile de l'abonné, soit un centime pour la région parisienne et deux centimes pour la province, ce qui fait 52 centimes pour la région parisienne et 1 fr. 04 pour la province.

Soyons exacts : Tenons compte des autres frais (bandes et expéditions) que comporte le service des abonnements et doublons ces 52 centimes et 1 fr. 04. Faisons mieux : triplons-les, ou presque, et nous voici à 1 fr. 50 pour la région parisienne et 3 fr. pour la province.

En conséquence :

D'une part, le lecteur dont il s'agit — acheteur au numéro devenu abonné — économisera 4 fr. ;

D'autre part, le Libertaire touchera en plus, sur les abonnés de la région parisienne : 9 fr. — 1 fr. 50 = 7 fr. 50 et sur les abonnés de province : 9 fr. — 3 fr. = 6 fr.

Or, on peut raisonnablement évaluer à quinze cents les amis de la région parisienne et à quinze cents ceux de la province qui, sans se gêner, pourraient faire l'opération bien simple que nous leur conseillons.

Dans ces conditions, nous aurions :

1° Pour les lecteurs de la région parisienne, un boni de 1.500 x 7,50 = 11.250 fr. ; 2° Pour les lecteurs de province, un boni de 1.500 x 6 = 9.000 fr. Ensemble : 20.250 francs.

Et voilà, pour notre Libertaire, vingt mille francs par an recueillis sans effort, sans sacrifice, en quelque sorte automatiquement.

Ces chiffres parlent. Leur voix est éloquent. Nous insistons sur l'utilité d'une telle opération et quand nos amis l'auront comprise, ils deviendront, nous en sommes certains, des abonnés.

En conséquence :

D'une part, le lecteur dont il s'agit — acheteur au numéro devenu abonné — économisera 4 fr. ;

D'autre part, le Libertaire touchera en plus, sur les abonnés de la région parisienne : 9 fr. — 1 fr. 50 = 7 fr. 50 et sur les abonnés de province : 9 fr. — 3 fr. = 6 fr.

Or, on peut raisonnablement évaluer à quinze cents les amis de la région parisienne et à quinze cents ceux de la province qui, sans se gêner, pourraient faire l'opération bien simple que nous leur conseillons.

Dans ces conditions, nous aurions :

1° Pour les lecteurs de la région parisienne, un boni de 1.500 x 7,50 = 11.250 fr. ; 2° Pour les lecteurs de province, un boni de 1.500 x 6 = 9.000 fr. Ensemble : 20.250 francs.

Et voilà, pour notre Libertaire, vingt mille francs par an recueillis sans effort, sans sacrifice, en quelque sorte automatiquement.

Ces chiffres parlent. Leur voix est éloquent. Nous insistons sur l'utilité d'une telle opération et quand nos amis l'auront comprise, ils deviendront, nous en sommes certains, des abonnés.

En conséquence :

D'une part, le lecteur dont il s'agit — acheteur au numéro devenu abonné — économisera 4 fr. ;

D'autre part, le Libertaire touchera en plus, sur les abonnés de la région parisienne : 9 fr. — 1 fr. 50 = 7 fr. 50 et sur les abonnés de province : 9 fr. — 3 fr. = 6 fr.

Or, on peut raisonnablement évaluer à quinze cents les amis de la région parisienne et à quinze cents ceux de la province qui, sans se gêner, pourraient faire l'opération bien simple que nous leur conseillons.

Dans ces conditions, nous aurions :

1° Pour les lecteurs de la région parisienne, un boni de 1.500 x 7,50 = 11.250 fr. ; 2° Pour les lecteurs de province, un boni de 1.500 x 6 = 9.000 fr. Ensemble : 20.250 francs.

Et voilà, pour notre Libertaire, vingt mille francs par an recueillis sans effort, sans sacrifice, en quelque sorte automatiquement.

Ces chiffres parlent. Leur voix est éloquent. Nous insistons sur l'utilité d'une telle opération et quand nos amis l'auront comprise, ils deviendront, nous en sommes certains, des abonnés.

En conséquence :

D'une part, le lecteur dont il s'agit — acheteur au numéro devenu abonné — économisera 4 fr. ;

D'autre part, le Libertaire touchera en plus, sur les abonnés de la région parisienne : 9 fr. — 1 fr. 50 = 7 fr. 50 et sur les abonnés de province : 9 fr. — 3 fr. = 6 fr.

Or, on peut raisonnablement évaluer à quinze cents les amis de la région parisienne et à quinze cents ceux de la province qui, sans se gêner, pourraient faire l'opération bien simple que nous leur conseillons.

Dans ces conditions, nous aurions :

1° Pour les lecteurs de la région parisienne, un boni de 1.500 x 7,50 = 11.250 fr. ; 2° Pour les lecteurs de province, un boni de 1.500 x 6 = 9.000 fr. Ensemble : 20.250 francs.

Et voilà, pour notre Libertaire, vingt mille francs par an recueillis sans effort, sans sacrifice, en quelque sorte automatiquement.

Ces chiffres parlent. Leur voix est éloquent. Nous insistons sur l'utilité d'une telle opération et quand nos amis l'auront comprise, ils deviendront, nous en sommes certains, des abonnés.

En conséquence :

D'une part, le lecteur dont il s'agit — acheteur au numéro devenu abonné — économisera 4 fr. ;

D'autre part, le Libertaire touchera en plus, sur les abonnés de la région parisienne : 9 fr. — 1 fr. 50 = 7 fr. 50 et sur les abonnés de province : 9 fr. — 3 fr. = 6 fr.

Or, on peut raisonnablement évaluer à quinze cents les amis de la région parisienne et à quinze cents ceux de la province qui, sans se gêner, pourraient faire l'opération bien simple que nous leur conseillons.

Dans ces conditions, nous aurions :

1° Pour les lecteurs de la région parisienne, un boni de 1.500 x 7,50 = 11.250 fr. ; 2° Pour les lecteurs de province, un boni de 1.500 x 6 = 9.000 fr. Ensemble : 20.250 francs.

Et voilà, pour notre Libertaire, vingt mille francs par an recueillis sans effort, sans sacrifice, en quelque sorte automatiquement.

Ces chiffres parlent. Leur voix est éloquent. Nous insistons sur l'utilité d'une telle opération et quand nos amis l'auront comprise, ils deviendront, nous en sommes certains, des abonnés.

En conséquence :

D'une part, le lecteur dont il s'agit — acheteur au numéro devenu abonné — économisera 4 fr. ;

D'autre part, le Libertaire touchera en plus, sur les abonnés de la région parisienne : 9 fr. — 1 fr. 50 = 7 fr. 50 et sur les abonnés de province : 9 fr. — 3 fr. = 6 fr.

Or, on peut raisonnablement évaluer à quinze cents les amis de la région parisienne et à quinze cents ceux de la province qui, sans se gêner, pourraient faire l'opération bien simple que nous leur conseillons.

Dans ces conditions, nous aurions :

1° Pour les lecteurs de la région parisienne, un boni de 1.500 x 7,50 = 11.250 fr. ; 2° Pour les lecteurs de province, un boni de 1.500 x 6 = 9.000 fr. Ensemble : 20.250 francs.

Et voilà, pour notre Libertaire, vingt mille francs par an recueillis sans effort, sans sacrifice, en quelque sorte automatiquement.

ARMÉE ET RÉVOLUTION

par Georges BASTIEN

Sommes-nous tout de même d'indécrottables rêveurs, d'impénitents idéalistes ! Après avoir critiqué et combattu de toutes nos forces le militarisme bourgeois, en accord pour cela avec les partisans du bolchevisme, voici que nous ne pouvons admettre l'armée rouge et que nous l'attaquons avec autant de rage que les autres. L'armée rouge est à nos yeux le militarisme comme les autres ; la vie de caserne, l'obéissance passive, la discipline féroce, l'abrutissement militaire, quoi ! L'armée rouge, comme les autres, va se battre pour les combinaisons plus ou moins propres des maîtres du pays, lesquels n'hésitent pas plus que les bourgeois à s'en servir contre l'ennemi de l'intérieur. Voir Cronstadt, voir les grèves, etc., etc.

Une telle attitude est naturellement inconcevable pour les fidèles de la religion léniniste. Ils vous clameront sur tous les tons qu'il faut être un traître pour oser assimiler le soldat rouge au militaire tricolore (sans d'ailleurs vous expliquer la différence). D'ailleurs, moins embarrassés de scrupules, vous affirmeront sur leur âme et conscience que le soldat de l'armée rouge est un être à part dans les armées multicolores : il est libre, bien nourri, bien traité... pour un peu plus, on déclarerait qu'il ne fait que ce qui lui plaît. Bref, du jour où un drapeau rouge a été hissé sur une caserne, celle-ci devient une succursale du Paradis. J'ignore si c'est celui de saint Pierre, de Mahomet ou de Trotsky ?

Avouons-je que j'ai de gros doutes, non seulement sur la réalité de ces affirmations, mais même sur la sincérité de ceux qui les font ? Je connais pas mal de bolchevistes, dont beaucoup de jeunes et de célibataires que rien ne retient en notre maudite patrie bourgeoise ; eh bien, à ma connaissance, pas un seul de ces admirateurs de l'armée rouge n'est encore allé s'enrôler là-bas, malgré tous les avantages accordés au soldat rouge.

Ils préfèrent laisser réquisitionner de force des pauvres bourgeois de prolétaires ou mouskies russes qui ne demandent, je n'en doute pas, qu'à rester chez eux. La certitude de vivre en paradis et de cueillir les lauriers de héros révolutionnaires n'est donc pas très tentante ? Ou est-ce qu'eux-mêmes n'ajoutent qu'une fois, très, très modérée à leurs propres affirmations ?

Ce que je constate pour la vie militaire, je pourrais le renouveler pour la vie économique. Beaucoup de pèlerins pour la sainte Russie, pour trimballer en trains de luxe, loger dans les hôtels spéciaux, et visiter le pays du prolétariat à la façon des caravanes de touristes anglais : autocars et guides. Mais combien, enthousiasmés par ce qu'ils y ont vu, ont déclaré : « Puisque je suis venu dans ce pays où tous mes rêves sont réalisés, je fais mon petit Mac-Mahon : j'y suis, j'y reste ! »

L'U.R.S.S. manque, paraît-il, de bons ouvriers spécialistes et techniciens. Quelle magnifique occasion de le servir et, du même coup, d'assurer l'existence idéale ! Mais ils reviennent tous, la foi au cœur. Personne ne songe à y rester. Personne ne pense à s'y établir. Hé ! hé ! Le régime bourgeois aurait-il des avantages aussi inappréciables qu'insoupçonnés ?

Revenons à notre armée rouge.

Pour défendre la Révolution (un grand R, typo), contre ses ennemis, il faut une armée forte, disciplinée, bien outillée, encore mieux entraînée, toujours présente.

« Et là-haut sur la colline

« Où le gros bourgeois domine

« La réaction les attend. »

Excusez-moi. Mais quand j'entends ces coups de clairon — rouge, bien entendu — Paul Déroulède me revient à la mémoire. L'argumentation des bolchevistes à propos de leur armée est tellement semblable à celle des nationalistes pur-sang, que leur physiognomie à toutes deux est frappante de ressemblance familiale.

Ils en sont encore l'un et l'autre, à la conception militariste qui fut en vogue il y a un demi-siècle. Des soldats, des canons, des munitions... et... la discipline, c'est la force des armées. Les revues militaires du premier mal (quelle horreur !) faisant pendant à celles du 14 juillet.

Me laisseront-ils leur dire qu'ils retardent, et d'un sacré coup !

Dernièrement, le 25 juillet, le maréchal

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

POUR NOTRE MANIFESTE

Les vingt-cinq premiers mille
sont épuisés

Il ne nous reste aucun manifeste de notre premier tirage. Voilà une bonne nouvelle que nous avons plaisir à annoncer aux amis. Surtout qu'ils ne ralentissent pas de ce fait leur activité. Une autre édition de cinquante mille tracts, qui nous sera livrée avant la parution de ce numéro du "Libertaire", vient d'être faite à l'imprimerie.

En conséquence de ce gros tirage une diminution sur les prix nous a été consentie. Désormais, nous pourrions livrer franco de port aux groupes et aux isolés notre manifeste à raison de 37 fr. le mille, 4 fr. 50 le cent.

Ne vous arrêtez donc pas, camarades, de passer vos commandes à Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris.

Foch — qui n'est pas adhérent à l'U.A.C. — déclarait dans un discours : « Que les projets d'envisager une armée de paix réduite » et de formation de guerre largement étendue, ne vous troublent donc pas. Ils sont « parfaitement rationnels à condition que » nous traitions leur élasticité caractéristique « dans un esprit nouveau assez large pour » rechercher constamment à élever le potentiel de nos institutions de paix, pour voir « nettement le centre de gravité de nos forces » de guerre, dans nos réserves, officiers et « soldats. »

En langage de vulgaire pékin, cela veut dire que la culotte de peau patriotarde et calotine dénommée Foch, a plus de confiance dans les réserves, c'est-à-dire dans la nation armée, que dans une armée de métier permanente.

Je vous le disais que, même au point de vue militaire, nos bolchevistes retardent de plusieurs décades. La dernière des guerres ne leur a rien appris.

Dans presque tous les pays, la conception patriotique et guerrière de l'Armée Nouvelle, le jaurès, des milices à la Suisse, de la nation armée, prend le pas sur celle des amateurs de revues. Les projets de réduction du temps de service ; les campagnes de presse comme dans le *Quotidien* ; tout un courant nouveau, inspiré pourtant de l'esprit de guerre, tend à rejeter la vieille pratique militariste qui a fait la preuve de son idiotie intégrale.

Il n'y a plus que les nationalistes et les bolchevistes pour l'adopter et la prôner !!! Ce n'est d'ailleurs point leur seul point commun. Aux points de vue politique et économique, comme aux points de vue militaire et policier, il y a de suggestives comparaisons à faire. Les uns et les autres veulent surtout une forte armée et une police toute-puissante pour écraser les ennemis des détenteurs du pouvoir. N'étaient les personnes qui sont à la tête, un pays pourrait passer de l'une à l'autre dictature sans qu'il fut besoin de changer un seul engrenage dans les institutions.

rismes. On se proclame dictateur du prolétariat, mais on a eu grand soin de ne pas laisser ledit prolétariat s'armer (comme si on avait peur de lui, n'est-ce pas ?) préférant consolider le nouveau régime sur le soudard et le mouchard professionnels, deux piliers de l'autorité dont les sentiments sont unanimement appréciés par tous les vrais révolutionnaires.

Nous dirons enfin que, mieux que n'importe quel canon ou mitrailleuse, la force psychologique qui rayonne d'une révolution, est encore la meilleure arme. Si réellement le régime nouveau a apporté bien-être et liberté inconnus jusqu'à ce jour au peuple révolté, celui-ci défendra ses conquêtes (le mot aura alors une valeur) jusqu'à la mort. Au lieu de barrer ses frontières, il fera appel aux volontaires du monde entier, leur ouvrira largement les bras, les accueillera en frères. Les prolétariats voisins seront soulevés par l'enthousiasme révolutionnaire à leur tour. Ils chasseront leurs maîtres à leur tour ou, s'ils ne sont pas assez forts, le seront suffisamment pour entraver sérieusement la guerre libératrice que ceux-ci voudraient déclencher.

Les peuples insurgés valent toutes les armées, quelle que soit leur couleur. Que les fidèles bolchevistes qui ont encore la faculté de raisonner, le comprennent... et viennent à nous.

Georges Bastien.

L'Algérie sous la trique

Les événements qui se déroulent actuellement dans notre pays, nous font supposer que l'Algérie n'est pas française ou que la France n'est plus en République.

Les décrets lois que notre vice-roi, le F. Violette applique impulement, les brimades dont sont l'objet nos camarades militants dans l'exercice de leurs devoirs, la suppression de toutes les libertés si chèrement acquises, fait sans précédent depuis l'avènement de la III^e République, nous amènent en pleine féodalité.

Par tous les moyens dignes de Mussolini et Primo de Rivera, les représentants du Gouvernement français tentent d'instaurer en France, par le canal de l'Algérie, le fascisme avec son cortège de misères et de deuils.

Comme s'ils avaient attendu un ordre, l'offensive contre le prolétariat a été déclenchée par toute la gamme de l'autorité, des l'avènement au pouvoir du ministre Poincaré, ce fasciste de la première heure, digne défenseur du clergé et de la finance, qui porte sur ses épaules le poids de 1 million 500.000 cadavres de soldats massacrés par sa faute.

A Oran, la réaction est si violente que nous sommes menacés à chaque minute et sans raison, d'être appréhendés dans la rue comme de vulgaires bandits pour le seul plaisir d'un simple commissaire de police. L'aventure vient d'arriver à sept jeunes camarades communistes sortant un soir de leur local situé à une centaine de mètres d'un commissariat ; ces copains, dont on guettait la sortie, ont été arrêtés avec toute la brutalité qui caractérise dame police ; conduits au poste où ils passeront la nuit avec les pochards ; après avoir été copieusement passés à tabac, l'un d'eux le plus sérieusement endommagé, a fourni un certificat d'incapacité délivré par un docteur l'ayant visité à sa sortie, ils sont poursuivis en correctionnelle pour « distribution de tracts critiquant le... ministre, outrages et voies de faits à agents ». Point de témoins pour constater les faits incriminés, il suffit de l'affirmation de deux brutes avinées en mal d'avancement, pour molester d'innocents travailleurs n'ayant commis qu'un seul crime, ne pas appartenir aux « Jeunesses Patriotes ».

Si cette situation se maintient nous sommes appelés à disparaître et à cesser toute propagande au grand jour dans un pays de cinq millions d'âmes où le militarisme et le clergé règnent en maîtres.

La loi de 1884 sur les syndicats est violée sans pitié aucune, on convoque à toutes heures chez le commissaire et à la préfecture, les secrétaires des syndicats jugés trop subversifs et par la menace on tente de briser la volonté de ces camarades. Fréquenter un militant devient un acte répressif, on ne s'expose pas encore, heureusement, à des poursuites judiciaires mais, à des brimades de la part des autorités. Ne vient-on pas de menacer de fermeture de son établissement un débitant, totalement neutre dans les conflits ouvriers et ne partageant pas, du tout, nos opinions, pour le seul crime de recevoir dans son café des ouvriers syndiqués ?

La Bourse du travail, si nous pouvons appeler ainsi le trou infect que la municipalité antisémite et royaliste, d'une ville de 150.000 habitants, met à la disposition des organisations ouvrières ne pouvant contenir plus de cent personnes, les syndicats à effectif élevé, comme les tonneliers et cavistes, dockers et inscrits, etc., etc., sollicitaient, à chaque occasion, une salle municipale de spectacles, désaffectée, pour donner leurs assemblées générales, jamais elle a été refusée, mais le 8 août dernier, le syndicat des dockers s'est vu interdire catégoriquement l'accès pour une réunion strictement corporative. Les raisons sont très simples à définir, cette corporation groupant dans son sein une grosse majorité d'ouvriers indigènes, on ne pouvait pas permettre aux camarades Européens de leur dire qu'ils sont honteusement exploités par des négriers sans cœur pour un salaire de famine (2 francs de l'heure en ville, 0 50 à 0 75 l'heure à la campagne) ; que les enfants des 80.000 indigènes morts dans la guerre du droit et de la civilisation (?) ne peuvent pas aller au pays où est tombé leur père, face à l'ennemi, afin de conserver aux requins coloniaux cette mine inépuisable d'esclaves auxquels, après une journée de travail longue et pénible, ils ne donnent même pas la pitance que les seigneurs du moyen âge assuraient à leur bétail humain.

Mais toutes ces misères ne seraient rien si la police, commettant un véritable abus de pouvoirs n'avait pas eu la prétention d'interdire à nos camarades indigènes d'assister à cette réunion donnée dans la Bourse du travail ; quelques arrestations furent opérées et non maintenues, mais qui connaît les rigueurs des tribunaux d'exception appelés « Répressifs » à l'usage seulement des indigènes ou les sentences sont rendues par des riches indigènes, gros

manitous vendus toujours au gouvernement, pour des décorations dont ils sont très fiers, très souvent illettrés et ne causant pas français, ne peut être étonné de la peine que nous éprouvons à faire entrer dans nos rangs les éléments indigènes que, la crainte du knout fait aller vers les assommoirs officiels qu'on appelle mosquées et cantines, plutôt qu'à nos cercles d'études et dans les organisations ouvrières.

Après avoir supprimé la liberté d'exprimer son opinion, crime pour lequel l'année dernière une quinzaine de camarades furent condamnés à deux ans de prison ; la liberté de la presse, puisque tous les journaux d'avant-garde sont saisis, quelconques à trois reprises dans un mois, comme la *Lutte Sociale* et punis de fortes amendes à chaque parution, on supprime au peuple, la seule liberté qui lui restait, celle d'exprimer sa pensée, par la parole, dans des réunions publiques, cependant qu'on l'accorde aux fascistes pour étudier les moyens les meilleurs pour écraser la République et aux organisations antisémites pour prêcher le désordre et la guerre civile entre travailleurs de différentes races qui ne demandent qu'à vivre en paix.

Le télégramme du barbouillé Violette, vice-roi de l'Algérie, que le maire royaliste d'Oran se fait un plaisir de nous communiquer est ainsi conçu :

« INTERDISEZ TOUTES REUNIONS PUBLIQUES STOP EN CAS DE REUNIONS PRIVEES PRENEZ TOUTES DISPOSITIONS DE POLICE POUR REPRIMER DESORDRES. »

Les termes de ce télégramme signifient que les organisations prolétariennes ne pourront plus à l'avenir faire entendre leur voix, d'abord parce que leurs moyens ne leur permettent pas de payer la location des salles privées, ensuite parce que même si en nous saignant aux quatre veines nous pouvions réunir la somme nécessaire, on nous les refuserait parce qu'elles appartiennent toutes à des capitalistes et par conséquent à nos ennemis de classe.

Mais quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le prolétariat algérien qui souffre et qui peine est bien décidé à se faire entendre si on persiste à maintenir cet état de choses, si ces libertés sacrées, arrachées de chaudes luttes qui ont été la cause de la mort de tant d'enfants du peuple sont supprimées, nous irons dans les réunions privées, quelque soit le parti qui les donne, et de gré ou de force, nous crierons notre haine à cette bourgeoisie dont la rapacité n'a d'égalé que sa lâcheté, et aux hordes coalisées de la réaction, nous opposerons l'union des masses prolétariennes.

Si au cours des combats prochains, les brutes sanguinaires en uniformes se distinguent encore par leur sauvagerie, si quelques-uns de nos frères tombent sous les coups de ces ignobles bourreaux, nous vous rendons responsables du sang versé, Monsieur Violette, ainsi que les membres de la Ligue des Droits de l'Homme, la Franc-Maçonnerie, le Cartel de Gauche, qui permettent par votre mutisme, qu'au moment précis où vous êtes en majorité au Parlement on commette contre le peuple tant de brimades et d'injustices.

G. Brunain.

UN RENDEZ-VOUS...

ATTENTION !

Tous les camarades (ils seront nombreux) qui désirent faire connaître le « Libéraire » se feront un devoir d'être présents dimanche 5 septembre, à 9 h. 30 du matin, à l'église Saint-Médard au bas de la rue Mouffettard. Plus le nombre des présents sera élevé, plus nous pourrons créer d'équipes qui se disperseront dans le quartier.

Le dimanche suivant nous choisirons un nouveau point de rassemblement.

Pour le « Libéraire », pour sa diffusion, pour son influence, pour sa vie, tous présents à l'église Saint-Médard.

Le Comité des vendeurs à la rue.
Le Groupe des 5^e, 6^e et 13^e arr.
Le Groupe des 3^e et 4^e arr.

AUX ABONNÉS

CENT ABONNÉS DE PARIS EN RETARD

ont reçu une lettre de l'administration du « Libéraire », leur exposant la situation pénible de leur journal, et leur faisant comprendre que pour éviter les conséquences mortelles, les abonnements en retard ne pourraient être servis plus longtemps. Sur ces cent abonnés en retard qui ont reçu une lettre, une trentaine seulement ont répondu en venant renouveler leur abonnement. Nous espérons que les soixante-dix retardataires auront à cœur de faire parvenir à l'administration un mot, ne fut-ce qu'un simple mot qui faciliterait énormément le travail des camarades. Cette semaine tous recevront encore le « Libéraire », ce sera d'ailleurs le dernier pour ceux qui négligeront de répondre. Que tous comprennent bien que cette mesure pénible sera appliquée pour sauver le « Libéraire ». Les camarades abonnés de la Seine et de province, recevront une lettre s'ils sont en retard sur leur abonnement, nous leur demandons de ne pas attendre, si à la lecture de ces lignes ils peuvent le renouveler. L'administration répondra à chacune des lettres qui lui parviendra (demande de renseignements sur la date d'expiration de l'abonnement), tous seront satisfaits à ce sujet ; alors, que personne ne néglige d'écrire à l'administration.

Pour que vive le Libéraire

(Souscriptions reçues du 26 au 31 août 1926)

Delurt, 3; Yrec, 3; J.-M. Esperanto, 3; Chant, 3; Roger Duret, 3; Fornasari, 10; Renouard, 2; Barbet, 10; Trouvé, 10; Fournier, 1; Berthe, Marseille, 11; Maury, 3; Bonnaure, 5; Le Henaff, 3; Truc, 3; Schwarzmann et son groupe, 10; Edmond, 3; Conrad, 3; Armand Teller, 3; Louis, Cécile et Marcel, 15; Alquier, 2; Frère et Sour, 3; R. Yvelot, 3; Ristenol, 4; versé par Girardin, 112; A. C. 3; Argelotti, 1; Ernest, 3; Riou, 3; M. Veill, 0,85; V. 5; Daras, 3; Vernot, 3; Bastien, 10; C. Dey, 10; Muller, 3; Roure, 3; Montagnon, 15; Un anar, 14; Cyprien, 2; Chrysostôme, 10; Remille, 50; M. T., 4,75; Wolke, 3; Thuid, 3; Anarchistes communistes bulgares, 50; Turrelle, 2,50; P. Rinaldi, 11,45; James, 3; Truc, 3; chantier de démolition Autome Loubeyre, versé par Marchal, 26,50; Morin, 1,50; Guevenec, 25; Trevidic, 3; Nepveu, 2; André, 3; Mouche, 3; Alix, 5; Durand, 3; Huss Monceau, 5; Delatre, 9,75; Tricheux, 1; Depieds, 10; Benellère, 3; Buissson, 3; Rahe de Mesire, 3; — Total de cette liste, 599 francs 90.

L'Assemblée Générale de la Fédération Parisienne

Dimanche dernier, 29 août, un nombre important de camarades, des nouveaux et des anciens, assistaient à l'assemblée générale.

La Fédération Parisienne se réunissait pour donner une impulsion énergique à sa propagande ; le but a été atteint, puisqu'après une longue discussion fraternelle des méthodes furent acceptées et seront mises en application immédiate.

Au lieu de groupes faibles, la Fédération se composera d'intergroupes qui réuniront les camarades de plusieurs arrondissements ou de localités ; exemple : le groupe régional de Bezons. L'intergroupe ou secteur pourra organiser ses réunions dans des endroits différents de manière à toucher toute l'étendue. En ce qui concerne les assemblées générales des camarades demandant qu'on y accepte tous les anarchistes mêmes ne faisant pas parti de groupes. Des objections sont soulevées devant cette proposition ; finalement, après intervention de plusieurs camarades, l'assemblée décide de convoquer dans un délai rapproché une réunion publique où tous les camarades partisans du manifeste d'Orléans, mais qui n'adhèrent pas encore à la Fédération, pourront assister et discuter.

Cette réunion publique sera d'une importance capitale. Sébastien Faure a accepté d'être l'un des orateurs qui dans cette réunion publique, exposeront, développeront le manifeste d'Orléans.

L'assemblée générale désigne ensuite le secrétaire de la Fédération. Le camarade Boucher est proposé et accepté pour tenir ce poste.

Le camarade Lemeillour est nommé secrétaire-adjoint et trésorier.

L'après-midi, un compte-rendu est donné de l'activité de l'Union Anarchiste Communiste à travers le pays.

La situation est assez encourageante. De nouveaux groupes adhèrent à l'U.A.C. ou entretiennent des relations suivies avec elle. La Fédération Parisienne tiendra une bonne place dans le mouvement de l'U.A.C. avec la nouvelle activité qui naît de l'assemblée.

Sébastien Faure demande aux camarades présents s'ils ont des suggestions ou des critiques à apporter sur le « Libéraire ». Une camarade propose l'extension de la rubrique internationale. Un compagnon le rétablissement des « Echos » ; un autre, une place prépondérante avant trait à l'« économie » ; une tribune féminine, etc. Sébastien Faure répond à tous les camarades et ne cache pas sa satisfaction de voir l'intérêt que portent au « Libéraire » les militants parisiens.

Un camarade critique l'U.A.C. et le « Libéraire » au sujet de l'affaire Chazoff ; il s'étonne qu'aucune réponse n'ait été faite aux lettres de Lacroix et Chazoff parues dans l'« Humanité ».

Une discussion s'engage au sujet du Secours Rouge et l'assemblée renouvelle sa position à savoir que les anarchistes n'ont rien de commun et ne peuvent avoir rien de commun avec le S. R. Une collecte est effectuée à la sortie de la réunion et rapporte 100 francs qui serviront pour un geste de solidarité.

Le dimanche 29 août fut une bonne journée de propagande et de fraternité pour la Fédération qui n'en restera pas là.

P. S. — Le manque de place met le « Libéraire » dans l'obligation de raccourcir le compte rendu. Que tous l'excusent.

EN PROVINCE

A TOULOUSE

Samedi 28 août, nos braves réformistes, organisent un grand meeting syndicaliste, où le manouvrier diplomate Jolhaux, en compagnie de son inséparable Lapiere, prêtent la parole pour définir et exposer le programme de la C. G. T. et les moyens de solutionner la situation économique du pays. Oubliant complètement que c'était un meeting syndicaliste, les orateurs nommés se conduisirent merveilleusement en vrais politiciens. C'est ainsi que Jolhaux, subventionné par le Ministère du Travail et le Gouvernement, ne voyant le salut de la classe ouvrière qu'en tre les mains des vieux birbes de la Société des Nations, organisation internationale seule capable d'imposer et de solutionner un problème de paix ? ? ? Pauvre cotisant où l'on le mène.

Néanmoins, ni Poincaré n'aurait pas défendu, mieux que ce triste sire, la politique néfaste des gouvernements qui se sont succédés jusqu'à ce jour. Parlant d'inflation et de revalorisation, où la grande majorité des travailleurs présents, ne comprennent le vrai sens de ses mots, car il faudrait être banquier ou homme de Bourse pour bien saisir la définition, Jolhaux, alarmé de ce que le capital français foute le camp à l'étranger, entraînant la misère de la classe ouvrière, veut tenter de dresser une barrière pour mettre fin à ce trafic international. Quel dégoût !

Un unitaire prit la parole, où de par ses mots d'ordre tourna également au ridicule, tantôt traitant Jolhaux de camarade pour se reprendre ensuite et l'appeler citoyen, car c'était la consigne, et se fit le défenseur acharné de la Russie des Soviets qui n'était pas non plus comprise dans le programme. A plusieurs reprises, pendant que les uns et les autres parlaient, ce fut dans la salle un vrai combat de boxe et le meeting se termina sans que Jolhaux puisse répondre, car l'auditoire commençait à en avoir marre de ces charlatans.

La parole ne fut pas accordée à un camarade anarchiste qui désirait poser quelques questions peut-être un peu trop embarrassantes pour les uns et pour les autres, et l'on vit tout à coup voler dans la salle des centaines de tracts lancés à pleines mains que l'on de disputait à la tombée. C'était le Manifeste de l'Union Anarchiste-Communiste qui portera ses fruits et qui eut le don de déplaire à tous les as.

Camarades travailleurs de toutes tendances, envoyez promettre tous les nourrissons et vi-vours du syndicalisme et prenez au sérieux ce proberbe si beau et que l'on vous cite souvent dans toutes les réunions même politiques : « L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes. » A. Mirande.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50
Chèque postal : Delecourt 691-12	

A travers le Monde

PORTUGAL

Les militants de l'Union Anarchiste portugaise soutiennent une lutte sans merci pour éviter que l'organisation syndicale tombe aux mains des éléments bolchevistes.

L'action de la C. G. T., ainsi que l'attitude de son quotidien, *A Batalha*, laissent beaucoup à désirer devant la situation créée par le coup d'Etat militaire.

Les éléments anarchistes ont violemment protesté contre cette passivité inexplicable ; dans les réunions du Conseil Confédéral et dans les colonnes de l'organe officiel de l'U. A. P., de justes critiques se sont élevées contre l'organisme syndical.

Cette attitude des militants libertaires n'a pas manqué d'irriter les leaders syndicalistes, qui n'hésitèrent pas sur les moyens à employer pour châtier leurs adversaires.

Le premier acte d'hostilité consista à expulser des locaux de la C. G. T. les camarades du journal *Anarquista*. Quelques jours plus tard, ce fut au Comité d'Initiative de l'U. A. P. que le Conseil Confédéral intima l'ordre d'avoir à vider les lieux.

Ces actes de violence sans précédent ont provoqué le plus vif mécontentement au sein des organisations ouvrières, qui furent toujours animées par les militants anarchistes.

Il convient aussi de mentionner la situation excellente du mouvement anarchiste portugais.

Etroitement unis, ne connaissant pas les luttes intestines ou les rivalités de personnes, les anarchistes dépensent le plus gros de leur effort au sein des organisations ouvrières, afin de propager parmi la masse ouvrière les principes libertaires.

L'esprit d'intercompréhension est si développé, que même les groupes qui ne participent pas directement à l'action syndicale, ne font rien qui soit de nature à gêner le travail de l'U. A. P. : S'ils ne viennent pas dans les syndicats, ces camarades ont la sagesse de ne pas combattre leurs amis, qui préfèrent porter leurs efforts sur le terrain qu'ils croient le plus fécond.

Cela devrait servir d'exemple à bien des organisations anarchistes des autres pays, divisées et épuisées par des luttes mesquines et de basses passions individuelles.

Nous invitons les camarades, à suivre attentivement le développement de la lutte que les anarchistes portugais soutiennent contre la vague de réformisme qui s'est abattue sur leur organisation. Du sort de cette bataille dépendra, dans une large mesure, le sort de la prochaine révolution sociale portugaise.

Pour les soutenir dans cette bataille, les anarchistes espagnols ont mis une page de leur journal, *Tiempos Nuevos*, à la disposition de leurs amis.

Il conviendrait, et nous n'en doutons pas, que l'U. A. C. F., fidèle à ses principes de solidarité, ne ménage pas son appui à l'organisation anarchiste portugaise.

M. PEREZ.

ANGLETERRE

La grève des mineurs entre dans une phase décisive. Dans la plupart des districts, des contingents importants reprennent le travail à des conditions fort avantageuses pour le patronat des mines. Par contre, un peu partout, de nombreux grévistes organisent la lutte à outrance et, dans bien des cas, ceux qui avaient repris le travail ont dû y renoncer à cause de l'hostilité grandissante de leurs collègues grévistes.

Mais comme il n'y a au fond, entre grévistes et non grévistes, qu'une légère divergence de vue en ce qui concerne le fond même du conflit, on peut d'ores et déjà considérer celui-ci comme virtuellement terminé par une victoire générale des Compagnies.

Certes, ces dernières consentiront à mettre des formes à leur victoire, afin de y rien ajouter qui puisse blesser l'orgueil des syndicats réformistes anglais, il n'en restera pas moins vrai que le prolétariat minier anglais aura bel et bien été vaincu.

Naturellement, les socialistes et même les communistes — qui affichent de grandes sympathies pour la tendance représentée par Cook — ne reconnaissent pas le fiasco d'une action qu'ils ont patronnée et dont le résultat condamne les méthodes de lutte qu'ils préconisent. Ils trouveront toutes sortes de bonnes raisons pour expliquer la fin malheureuse d'un douloureux conflit au cours duquel les forces ouvrières britanniques auront prouvé tout ce qu'elles seraient capables de donner le jour où des moyens révolutionnaires et véritablement syndicalistes seront préconisés par les chefs de leurs organisations.

En attendant, il faut accepter la défaite. Il faut marquer le coup. Dans notre campagne contre le réformisme syndical et politique, la grève anglaise sera un argument de plus. A l'heure où une vague gigantesque de fonctionnaires pénètre au sein de notre pale C. G. T., il n'est pas inutile d'aller prendre au dehors les exemples susceptibles d'ouvrir les yeux aux travailleurs qui ne sont pas encore de fanatiques adeptes des théories réformistes ou bolchevistes.

GRÈCE

Un coup d'Etat militaire vient de renverser la dictature de Pangalos. Nous savons fort bien combien peu nous devons attendre du nouveau Gouvernement, « qui a la confiance de l'armée et de la marine, et qui a appelé à la tête du Gouvernement l'ancien Président de la République ». Il convient, cependant, de nous réjouir, de nous réjouir sans réserve de cette révolution de palais qui vient de chasser Pangalos. Il convient de s'en réjouir parce que Pangalos a appliqué en Grèce les méthodes gouvernementales servilement copiées sur celles de Mussolini. Toutes les libertés politiques et syndicales du peuple grec avaient été impitoyablement supprimées par ce dictateur éphémère. Il avait, sur l'avenir de la Grèce, fondé les plus chimériques es-

poirs. Une politique ultra-impérialiste était pratiquée par son gouvernement et Rome devait prochainement recevoir cet ému de Primo de Rivera, dont le voyage visait à sceller le pacte d'alliance définitif entre les trois péninsules fascistes : Espagne, Italie et Grèce. Ainsi, la fin rapide et brutale de la dictature grecque met un terme provisoire à ces ambitieux et dangereux projets. La paix dans les Balkans elle-même, toujours précaire en raison de la haine idiote qui sépare les peuples des différentes races, ne peut manquer de gagner dans la disparition d'un dictateur toujours disposé à brandir le sabre comme argument suprême.

Au point de vue intérieur, la Grèce va également retrouver un peu de son ancienne tranquillité, les droits civiques les plus élémentaires, la liberté d'association, une certaine liberté de la presse vont être rétablis et il faut avoir vécu sous des régimes de dictatures telles que celles de Mussolini, de Pangalos et de Rivera pour apprécier à leurs justes valeurs des améliorations pourtant si anodines. A la faveur de ce nouveau régime, nos idées auront plus de chance de pouvoir facilement pénétrer un peuple qui a le plus grand besoin d'être politiquement et socialement éduqué.

Nous devons aussi nous réjouir de cette chute rapide et brutale de Pangalos, parce qu'elle nous montre combien éphémères sont les dictatures, mêmes les plus solides en apparence. Demain, avec la même brutalité, avec le même laconisme, les dépêches d'agences nous apprendront la déposition du directoire espagnol, la fuite ou la mort de Primo de Rivera et peut-être, qui sait, sera-ce de Mussolini et de l'Italie elles-mêmes que nous parviendront ces confortantes nouvelles.



LES PÉRIODIQUES

Sommaire du n° 40 de « L'Anarchie » : Plagiat, menteur, diffamateur, Victor Méric monnaie « Les Bandits Tragiques » (Simonne Lacher, Louis Louvet). — « L'Anarchie » à ses lecteurs. — Utopie par delà des collines (E. Armand). — Devant le penseur qui pense (A. Beldi). — Criminels (G. Aubro). — Un peu de documentation (G. Withoutname). — Tribune libre : Toujours sur le Syndicalisme (Pierre Boudard). — Mise au point nécessaire (Louis Louvet). — Journaux et Revues. — L'Anarchie en Province, à Paris, à l'Etranger. — Parmi les organisations : Ligue des Refractaires ; La mode de... (M. Theureau). — On l'on discute où l'on se voit. — Entre nous.

Envoi gratuit de trois exemplaires différents sur demande à « L'Anarchie », 72, rue des Prêtres, Paris-20^e. La réclamer dans les kiosques et librairies.

Le n° 4 du *Flambeau*, journal anarchiste-syndicaliste d'Algérie est paru. Les compagnons y mènent la lutte acharnée en faveur des emprisonnés de Barberousse et répondent aux camarades ignorés déversés par la *Lutte Sociale* feuille bolcheviste, sur les emprisonnés anarchistes.

Les camarades du *Flambeau* ont aussi saisi l'importance du manifeste de l'U. A. C. puisqu'ils l'ont publié en entier.

Des articles variés : Le pain cher ; Echos et rumeurs ; Le mouvement syndicaliste en Afrique du Nord, viennent compléter le vaillant organe qui est le *Flambeau*.

Abonnement : 5 fr. pour un an. Adresser lettres et mandats à Ollivier, case postale n. 2, Esplanade, Alger.

Sommaire du N° 87-88 de l'« En-Dehors » : Notre point de vue : Lettre ouverte à quelques anarchistes communistes (E. Armand) ; En guise d'épilogue : Soyons heureux (M. Imbard) ; Peut-on établir une morale sociale rationnelle ? (Eugène) ; le combat contre la jalousie et l'exclusivisme en amour ; A ceux qui nous aiment ; Gloses, nouvelles, commentaires ; Et l'un prit le marteau, et l'autre la truelle (G. de Cro-Magnon) ; Points de repère (E. Armand) ; Le prix de la religion (Alba Satterthwaite) ; Petit conte kalmouk (Gordij) ; Les anarchistes et la psychologie (A. Baillie) ; Pourquoi nous sommes individualistes (Brand) ; Le secret éducatif (O. Ducuroy) ; Les instincts (Sigfr. do) ; Pavardage (Pervenche) ; Les compagnons de l'en dehors. — En marge des compressions sociales : Correspondance : Un mot sur la « Philosophie de la Préhistoire » (G. de Lacaze-Duthiers) ; Croquis (Gordij) ; Parmi ce qui se publie (Rodriguez, E. Armand) ; L'entente anarchiste ; Avis et Communications.

Envoi d'un numéro contre 0 fr. 50 à E. Armand, 22, cité Saint-Joseph, Orléans.

LA SOCIÉTÉ LIBERTAIRE

La brochure de notre ami Georges Bastien, qui contient en 32 pages, dans un but de vulgarisation et de propagande, le programme social des anarchistes, communistes, est actuellement sous presse. D'ici quinze jours, elle sera expédiée aux camarades et groupes qui en ont fait ou en feront la demande.

Cette brochure sera un bon moyen de propagande pour répondre à ceux qui prétendent que nous ne sommes que les critiques, sans programme constructif et positif.

Le prix en est de 60 centimes l'exemplaire, 20 % de réduction et franco de port pour toutes les commandes à partir de 50 exemplaires.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis Blanc. Adresser mandat à Mualdes.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le huitième fascicule a été expédié hier jeudi 2 septembre ; dimanche, au plus tard, tous les abonnés qui sont en règle avec notre administration devront avoir reçu ce fascicule (page 357, à page 384 inclus).

Nous prions les camarades qui désirent s'abonner à l'« Encyclopédie Anarchiste », et ceux, déjà abonnés pour une partie de l'ouvrage, enverront la suite de leurs versements échelonnés, de ne pas oublier que l'abonnement est, depuis le 1^{er} septembre courant, porté à 5 fr. par fascicule, pour la France, et à 5 fr. 50 pour l'étranger.

La tranche de trois fascicules est donc : pour la France, de 15 fr. ; pour l'étranger, de 16 fr. 50.

Union Fédérative des Syndicats Autonomes

AU SUJET DU FÉDÉRALISME

La liberté individuelle et le droit collectif

Fidèles à nos principes, nous avons tous déclaré que le mouvement syndicaliste devait être fédéraliste.

Au moment où nos adversaires centralistes attaquent nos forces avec une rage impuissante à l'empêcher de s'unir, il est nécessaire d'affirmer le principe suivant lequel le regroupement va s'opérer.

Cela me paraît d'autant plus nécessaire qu'on se fait généralement, une idée par trop simpliste du fédéralisme.

On peut le condenser, à peu près, dans la formule suivante :

L'individu est libre dans le syndicat ; le syndicat est libre dans l'union locale et la Fédération ; l'union locale est libre dans l'union régionale ; l'union régionale et la Fédération sont libres dans la C. G. T.

Formule lapidaire synthétique, qui exprime admirablement ce que doit être, dès aujourd'hui, le mouvement syndical ; ce que sera demain l'organisation sociale.

Il convient pourtant de l'expliquer, si l'on veut s'entendre sur sa signification véritable, sur sa portée exacte si l'on veut, surtout, éviter par la suite des discussions oiseuses et des entraves possibles à notre action.

Lorsqu'on affirme que l'individu est libre dans son syndicat, qu'est-ce que cela veut dire ?

A mon point de vue, ceci : Que l'individu, « composant social » pris comme « partie d'un tout » a le droit — mieux même, le devoir — de s'intéresser à toutes les questions d'ordre technique et social qui se réfèrent à sa vie individuelle et à la vie collective.

Pour ce faire, il faut qu'il puisse exprimer ses sentiments librement, sans aucune espèce de contrainte. Il doit donc avoir toute latitude pour exposer son point de vue, sa pensée, ses propositions ; il doit également avoir la possibilité de faire agréer celles-ci, accepter celles-là. La logique, l'argumentation, l'exemple, soit au travail, soit dans l'action sociale, sont les moyens dont il doit disposer pour exercer pleinement son droit, remplir son devoir.

Il est évident que tous les autres individus possèdent des droits absolument identiques. Ceci implique forcément que le droit, la liberté de chacun, cessent de s'exercer à l'instant précis où ils mettent en péril le droit et la liberté du voisin.

Ceci constitue le principe dominant, moral, du fédéralisme.

Ainsi se trouve nettement posé un problème capital. De sa solution, dépend toute l'harmonie sociale. C'est celui des relations de l'individu et de la société et, réciproquement, de la société et de l'individu.

En effet, s'il est indiscutable que les individus composent la société, que celle-ci ne vaut que par ce que valent ceux-là, qu'elle est, dans l'ensemble, ce qu'ils sont en général, il est non moins certain que les besoins matériels et moraux de chacun les obligent, s'ils veulent vivre réellement, à s'associer, à s'unir. Le caractère de la société actuelle, avec sa division des hommes en deux classes, oblige également chaque classe à s'organiser pour sa défense, pour assurer son existence.

C'est de cette contradiction permanente des classes que sont issus et le syndicalisme ouvrier et le syndicalisme patronal qui interprètent, de part et d'autre, les sentiments des classes rivales et défendent leurs intérêts.

C'est dans leurs groupements, dans les syndicats, ouvriers et patronaux que se concentrent, pour la lutte, tout l'effort des classes opposées. Tout le reste : Parlement, institutions, gouvernement, leur est subordonné, n'en est que l'agent.

Il était donc tout naturel que ces forces de classe s'organisent, offensivement et défensivement. Et, dans son choix, la classe ouvrière a tenu à indiquer, dès à présent, la forme sociale de l'avenir. Elle a opté pour le fédéralisme qui libère l'individu, en opposition au centralisme, forme sociale actuelle, qui l'écrase.

Et ceci a posé le principe matériel du fédéralisme : l'organisation, qui s'oppose au gouvernement, principe centraliste.

On peut dire que le fédéralisme repose sur deux principes essentiels : la liberté et l'organisation. Tandis que le premier est individuel et moral, le second est collectif et matériel.

C'est seulement lorsqu'ils se conjuguent étroitement, dans l'application, que peut vivre et agir, avec pleine efficacité, un mouvement social, une société dont le fédéralisme est le principe directeur, la base acceptée.

Pour que cette conjugaison s'effectue il faut délimiter l'action pratique en ce qui concerne chacun.

Comment faire ?

Rappelons-nous que nous avons reconnu à l'individu « composant social », « partie d'un tout » le droit de donner son avis sur toutes les questions, que nous lui avons accordé la possibilité de faire accepter par tous ses solutions. Souvenons-nous aussi, que nous avons déclaré que l'intérêt collectif, exige que, pour leur défense, pour assurer leur vie, les individus d'un même métier, d'une même industrie, d'une même localité, d'une même région, d'un même pays, appartenant à une même classe en ce moment — à une seule classe plus tard — se réunissent, se concertent, arrêtent une ligne de conduite, fixent des moyens d'action, déterminent des formes de vie sociale, pour assurer le succès de la cause commune, de l'association collective.

Ceci implique certainement que si les individus ont le droit de s'exprimer librement, librement, ils doivent, par réciprocité, dans l'intérêt collectif, social, commun, accepter, après discussion, les décisions de l'ensemble réuni pour agir au nom de tous.

C'est ici qu'intervient la loi du nombre, celle de la majorité.

C'est à elle que doivent se plier par une discipline consentie, reconnue par tous nécessaire, la minorité ou les minorités.

C'est là un troisième principe du fédéralisme.

Il doit être respecté tant que les décisions prises ne sont contraires au fédéralisme lui-même ; tant qu'elles ne sont pas violées par ceux-là mêmes qui les ont prises ; tant qu'une nouvelle assemblée n'en a pas décidé autrement.

Dans le cas où la majorité violerait les décisions et principes, l'insurrection de la minorité contre la majorité devient alors un devoir. Mais dans ce cas seulement.

Si, au contraire, les décisions et les principes sont respectés, la majorité et la minorité, étroitement unies, doivent mettre tout en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par l'assemblée à laquelle tous ont reconnu une souveraineté absolue.

Mais, dira-t-on, cette loi du nombre, ce principe admis de la majorité, ce sera la limitation de la liberté dans son expression ? Ce peut être, encore, le triomphe de l'ignorance, de la sottise, de l'incompréhension ?

L'argument est fragile. Il faudrait « prouver » que les majorités ont toujours tort, qu'elles sont aveugles, composées d'imbéciles ou de mal intentionnés. Cela n'est pas.

De même que les majorités peuvent se tromper, les minorités peuvent être dans l'erreur. Et la majorité d'aujourd'hui peut être la minorité de demain et vice-versa.

Il n'est d'ailleurs pas du tout prouvé que le nombre doive toujours être borné, incompréhensible. S'il ne peut toujours s'exprimer « par tous ses composants », il n'est pas inapte à comprendre, à choisir. Son jugement, son instinct sont souvent plus sûrs qu'on ne le croit généralement. Le nombre évolue d'ailleurs en même

temps que l'individu. Il se modifiera forcément au fur et à mesure que l'individu deviendra lui-même plus éclairé, plus conscient, meilleur.

En tout cas, le nombre et l'individu et partant la loi de la majorité, subsisteront jusqu'à ce que l'individu soit devenu parfait. A ce moment-là, peut-être, l'individu fera disparaître le nombre. Ce n'est pas demain que nous verrons cela. Et d'ici là, l'individu doit vivre, la classe doit s'affranchir, la société doit exister.

Accepter la loi du nombre, ce n'est abdiquer ni son droit, ni sa liberté. C'est consentir au « collectif » un sacrifice nécessaire ; c'est lui donner un peu pour recevoir davantage.

En acceptant la loi de la majorité, on consent aux autres, ce que les autres vous consentent à vous-même.

C'est assurer, à la fois, la vie de l'individu et celle de la société ; c'est comprendre que l'individu ne peut se désintégrer du milieu ; c'est admettre que si le milieu repose sur l'individu celui-ci s'appuie sur le milieu. C'est admettre, en un mot, qu'il y a une vie individuelle et une vie collective qui s'interpénètrent si étroitement qu'on ne peut les dissocier.

Ce sont là les principes qui caractérisent le fédéralisme. Ils sont, bien entendu, applicables aux organisations, et à tous les degrés, comme aux individus.

C'est d'ailleurs que dans ces conditions que l'individu est libre dans son syndicat, que le syndicat est libre dans l'union locale et la Fédération ; que l'union locale est libre dans l'union régionale ; que l'union régionale et la Fédération sont libres dans la C. G. T.

Si l'on avait une autre conception de l'organisation, il faudrait nier toute vie sociale, déclarer que nos semblables ne nous intéressent pas, qu'ils nous sont indifférents. Ce n'est pas possible. Ce serait ridicule.

Souvenons-nous bien d'accord, avant de partir, sur ces points essentiels ?

Si oui, il nous restera à examiner le fonctionnement d'un organisme à base fédéraliste. C'est ce que je me propose de faire prochainement.

PIERRE BESNARD.

Ouvres à lire

Ce sont les œuvres : livres et brochures de Sébastien Faure.

Elles ont le mérite d'être écrites en une langue d'une rare clarté et d'une simplicité telle que la lecture en est facile et attrayante.

LA DOULEUR UNIVERSELLE

expose toute la partie destructive de l'Anarchisme.

MON COMMUNISME

(le bonheur universel) en expose toute la partie constructive.

L'IMPOSTURE RELIGIEUSE

traite magistralement de tout ce qui touche au problème religieux, au point de vue philosophique, historique et social.

PROPOS SUBVERSIFS

Ce volume contient le texte des douze conférences au cours desquelles, en 1920-1921, Sébastien Faure a traité les divers sujets dont l'ensemble embrasse toute la thèse anarchiste.

Nous recommandons instamment ces diverses œuvres aux camarades qui désirent compléter leur éducation libertaire.

La Douleur Universelle 10 fr.
Mon Communisme 7 fr.
L'Imposture Religieuse 7 fr. 50
Propos Subversifs 6 fr.

On remarquera que le prix des trois derniers volumes n'a pas été majoré. Il est le même que lors de leur parution.

Mais ces ouvrages s'épuisent. Ceux qui désirent profiter de leur prix actuel trouvent bien de se les procurer immédiatement.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e). Ajouter 1 fr. 25 pour port rec.

AVIS IMPORTANT

Les camarades qui emploient le chèque postal DELEGOURT 691-22 sont priés de mettre sur leur chèque le nom de DELEGOURT et non celui de MUADES. Cela, pour éviter les chicaneries de l'administration des postes.

La réaction se prépare

Toujours plus attentive, la réaction s'organise.

Rien n'est négligé et le jour où le Fascisme déclanchera l'attaque on peut être sûr que ses positions seront fortifiées.

L'homme néfaste qui est au Pouvoir en est la preuve. Chacun sait qu'il est à la solde des libustiers de la finance et des maîtres de forges. Ceux-ci commandent. Celui-ci exécute. Sans crainte de se tromper, avec la même certitude qu'avant la grande boucherie on peut dire : Poincaré c'est le Fascisme ! comme on pouvait dire à ce moment-là, Poincaré, c'est la guerre ! L'homme est lorrain, c'est dire qu'il est têté et malin.

Pour l'instant, il emploie le gant de velours et par ses machinations crapuleuses en se servant d'un grand journal : le Quotidien, il a réussi à faire marcher au pas le grand polichinelle Jouhaux. Ce n'est une surprise pour personne, ce qui renverse c'est que des militants comme Million et Guiraud soient allés en sa compagnie implorer le sinistre personnage. Pauvre, pauvre syndicalisme, où es-tu ? Bientôt nous connaîtrons l'ère des arrestations en masse, bientôt nous reverrons complots et emprisonnements, comme signes précurseurs du fascisme et les soi-disant chefs du prolétariat seront aux côtés du Mussolini français. Est-ce que par hasard ils ont l'intention de jouer le rôle des adulateurs du Dictateur ? Car ne l'oublions pas Poincaré est prêt à marcher pour la réaction comme il a marché pour la guerre en 1914. Cet aplatissement du syndicalisme réformiste est révoltant et révoltant. On peut dire que c'est la trahison qui continue.

Pour nous, qui sommes restés de vrais syndicalistes, les lois scélérates.

Pour eux, les faveurs ministérielles. Quelle déchéance : quelle décomposition.

Où sont les luttes d'antan ?

Le sang versé par la brute nationale tant sur les champs de carnage que sur les champs de bataille sociaux ? Oublié, c'est vraiment à vous dégoûter des hommes.

Mais qu'ont-ils donc devant les yeux ceux qui sont restés syndicalistes à la vieille C. G. T. ?

Comment peuvent-ils s'accommoder d'une telle pourriture ? Je plains les camarades qui espèrent encore qu'un assainissement pourra se produire. Comment est-il possible qu'ils ne se rendent pas compte que leurs chefs sont avec la réaction, qu'ils se préparent à faire ce qu'ont fait leurs pères en Italie et ailleurs.

Pierre Lentene.

Petite Correspondance

Camarade J.-R. Menhe, voudrais tu me donner ton adresse ? Villatte, 46, rue Liancourt, Paris (14^e).

Un camarade pourrait-il procurer les numéros 180 et 181 de « L'Homme et la Terre », de Reclus.

Envoyer la réponse à Gaston Fargue, 9, rue Louis-Blanc, Paris, 10^e.

Popoff. — Donne nouvelles même adresse. Albert.

Barbet, Amiens. — Ton abonnement est terminé depuis le 12 juin 1926.

Delattre, Calonne. — Ton abonnement est terminé depuis le 4 avril 1926.

Urgent. — Un lecteur de « Libéraire » pourrât-il renseigner pour procurer travail facile à une femme. Ce serait là un geste solidaire. Ecrire à Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc.

Le camarade Ch. d'Avray voudrait-il donner de ses nouvelles à Dauris André, 1, rue Sambre-et-Meuse, Narbonne, pour affaire très intéressante.

Daniel Puech : Ton journal revient avec mention : Inconnu.

Recommandation importante : Les camarades abonnés qui changent d'adresse ne doivent pas oublier de le faire savoir à l'administration, cela éviterait des expéditions inutiles et des retards.

Daniels : Les 20 francs pour l'Ent'aide sont parvenus au C. P.

Camarades ou groupement posséderait-ils le « Dernier Réveil », pièce militaire en un acte de A. Doria, épuisée dans les bibliothèques. Faire parvenir au plus tôt à E. Tévenat, Bourse du Travail, Romans (Drôme).

Communications diverses

Comité de Défense Sociale. — Mardi 7 septembre, à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, réunion du Comité.

Affaire en cours : correspondance des Comités de province : organisation de Meetings. La présence de tous les membres est nécessaire.

COMITE SACCO ET VANZETTI DE ROMANS ET BOURG-DE-PEAGE

Les travailleurs romains et péageois, réunis en meeting, le mercredi 18 août, après avoir entendu les orateurs des diverses organisations, protestent énergiquement contre le maintien en prison de Sacco et Vanzetti, réclament leur mise en liberté immédiate et blâment avec force l'impérialisme américain.

SALA DE FIESTAS DE PANTIN

Avenue Edouard-Vaillant, 42, à Pantin

Gran Funcion Teatral à beneficio de los presos sociales. Organizada por el cuadro Artistico (Nueva Luz).

Pava el Domingo 5 de Septiembre a las 2 h. 1/2 de la tarde.

Programa : 1. Se pondrá en escena el grandioso drama tragico en tres actos y en prosa. Original del immortal Angel Guimera. (Titulado). Tierra Baja. I el permoso buzoico comico que lleva por titulo. I Que escandalo !

Nota. — Medios de comunicacion : Metro, porte de la Villette : Tramvias 72, 52, 71, 50, 70, Apeharre en Cuatro-Chemins.

Appel. — Il est fait appel aux camarades allemands pour qu'ils se mettent en relations avec la camarade Marcelle Carronée, rue des Couronnes, 51, Paris (20^e), en vue de former un groupe « Freiheit ».

Groupe du 14^e. — Le groupe se réunit tous les mercredis, 4, rue de Ménilmontant, à 8 h. 45. Causerie entre camarades.

Gruppo Gori. — Invita i compagni ad intervenire numerosi alla Riunione che avrà luogo sabato 4 settembre al solito locale.

Si prega i compagni detentori di schede di sottoscrizione pro l'Agitazione di vederle inviare al più presto possibile.

Les Compagnons de l'« En Dehors » se réunissent le 2^e et le 4^e lundi du mois, salle Gaillard, 77, boulevard Barbès, à 20 h. 30 (métro) Marcadet ou Poissonniers).

Lundi 13 septembre : Philippe : « Exposé d'un projet de Phalanstère ».

Le Groupe Théâtral désireux d'intensifier sa propagande, fait appel aux camarades chanteurs et chanteuses susceptibles de prêter leur concours aux fêtes que nous organiserons la saison prochaine. Les adhésions sont reçues aux répétitions, le mardi à 20 h. 30, chez H. Guérin, 31, rue Doudeauville.

POUR PRENDRE DATE

Une grande fête franco-italienne au bénéfice des victimes politiques des journaux « Il Londo » et « Le Libertaire » aura lieu le 2 octobre, 265, avenue Jean-Jaurès, à Drancy. Les détails seront donnés dans le prochain numéro.

Maison Internationale de la Pensée. — Réunion du Comité de réalisation, lundi 6 septembre, à 21 heures, local habituel.

Comité International de Défense Anarchiste

L'appel à la solidarité lancé par le C. I. D. A. lors de sa constitution avait pour but de porter ses fruits. Les camarades ont compris le travail urgent et difficile que le comité doit réaliser sans retard, et ils commencent à donner leur aide morale et matérielle.

C'est très bien et très encourageant. Mais, en attendant que l'appel arrive aux destinations les plus éloignées, comme l'Amérique du Nord et du Sud, il est indispensable que les camarades, en France, fassent un effort extraordinaire dans le plus bref délai possible.

Maitre Torres vien de nous informer que très prochainement Ascaso, Durruti et leurs amis passeront devant la justice de classe, et nous rappelons que ces camarades sont menacés d'extradition, extradition qui pourrait bien équivaloir à un arrêt de mort.

Il est donc indispensable d'appuyer les efforts de l'avocat par une vigoureuse campagne publique, et cela, chacun le comprend, nécessite des moyens financiers énormes.

Que les camarades fassent donc le nécessaire et aident le C. I. D. A. à mener cette campagne en faveur des camarades menacés dans leur existence.

Il y a de la vie de plusieurs de nos amis, et c'est ce qui doit animer notre action. Toute la correspondance, demandes de renseignements, fonds, etc., doit être adressée au C. I. D. A., 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

FEUILLETON DU LIBERTAIRE

N° 20

MON AUTOBIOGRAPHIE

par Nestor MAKHNO

Il est cinq heures du soir. Nous sommes en train de prendre le thé. Soudain, des cris retentissent dans la cour de la prison. A travers la fenêtre, nous voyons les gardiens courir de tous côtés, revolver au poing. A la prison des forçats, ce n'est guère un événement rare. Quelque détenu a, peut-être, « zigouillé », son copain d'atelier. Ou bien, on a tué un surveillant...

Cependant, l'alerte, cette fois, continue trop longtemps et reste incompréhensible. On dirait que les gardiens n'arrivent pas à découvrir l'endroit du crime. Nous les voyons courir d'un bâtiment à un autre, sans but ni résultat. Dans notre couloir aussi, les surveillants sont agités...

Voici le souper régulier. Nous mangeons. Puis, nous nous préparons à la ronde du soir. Une heure passe. Deux heures passent. Pas de ronde.

Enfin, au lieu de celle-ci, un appel retentit : « Samis et Kouliène ! Ramassez vos effets et sortez vite dans le couloir ! »

Qu'est-ce que cela peut bien signifier ? Pourquoi, précisément, Samis et Kouliène ? Où les amène-t-on ? Si l'on voulait prévenir une grève de la faim en préparation, alors pourquoi, diable, Kouliène qui est noté chez le gardien en chef comme étant d'une conduite exemplaire ? (Il travailla longtemps dans les ateliers de la prison, et l'on supposait qu'il avait payé son admission). — Mais non, ce n'est pas ça du tout — disaient les partisans de la défaite de la Russie — probablement, les Allemands ont rompu le front, ils marchent sur Moscou, et les autorités procèdent à l'évacuation des prisons, en commençant par les forçats... Vous voyez bien, on appelle deux, trois hommes de chaque cellule et on les emmène sous la porte cochère.

Le fait était exact. Nous entendions bien les appels, cellule par cellule. Un peu plus tard, trois hommes encore furent emmenés de la nôtre.

Les patriotes ripostaient aux défaitistes : « Tas de voyous ! C'est votre désir caché, que les Allemands prennent Moscou ! C'est pour ça que vous inventez la rupture du front... Il n'y a rien de ça !... Si ce n'est pas l'effondrement du plan de la grève de la faim générale et de la conspiration qui se préparait, alors on fait, tout simplement, décharger la prison centrale... »

Naturellement, nous avions, tous, les nerfs tendus. Il était une heure de nuit. Sur les 23 détenus de notre cellule, il ne restait plus que 13. La ronde se faisait toujours attendre, et nous ne savions toujours pas où l'on avait emmené les autres douze camarades...

Nous frappons chez les détenus des cellules voisines pour leur demander des nouvelles. Mais ils ne savaient rien non plus. Ils s'adressaient aussi aux voisins. En peu de temps, tous les couloirs du bâtiment furent reliés, de fenêtre en fenêtre, à l'aide des soi-disant « téléphones » (fils passant par les fenêtres et servant à envoyer des bouts de papier en missives). Mais personne ne savait rien, nulle part.

Enfin une nouvelle précise arrive des cellules des détenus à terme : on n'emmène que des détenus politiques.

Donc, c'est l'évacuation. Tous les habitants de notre cellule étaient maintenant d'accord. Ceux qui étaient notés comme « politiques », se préparaient à partir : ils ramassaient leurs effets, ils emballaient leur sucre et leur thé, nerveusement, changeant constamment les sacs.

Soudain, le sifflet retentit, et la commande résonna : « Rangez-vous pour la ronde ! »

Nous nous rangeâmes. Dans le couloir, notre cellule était la première. La porte s'ouvrit. Le chef adjoint de service entra, accompagné d'un militaire inconnu.

Je l'interroge : « Monsieur le chef adjoint, dites, s'il vous plaît, où emmène-t-on nos camarades ? » Je pose la question d'une voix nerveuse et tremblante, d'une façon incohérente.

Il se tourne vivement vers moi et dit : « Calmez-vous, il n'y a pas de quoi s'énerver. Dieu nous a bénis d'un changement politique dans le pays. Je m'y suis joint. La liberté aux reclus est proclamée... Tous ceux qui furent accusés en vertu de l'article 102 du Code (article concernant les crimes politiques), seront sûrement mis en liberté demain... »

Ceci dit, le chef prit congé de nous et sortit.

— Donc, l'orage a éclaté ! Les portes des prisons se sont ouvertes ! Vive la révolution ! s'écrièrent plusieurs camarades joyeusement.

Et si, cependant, la contre-révolution reprenait le dessus et si nous restions dans nos cachots infâmes ?

Il était cinq heures du matin, mais personne ne songeait à se coucher. Impatiemment, fiévreusement, nous attendions le jour et la mise en liberté. Les heures d'attente nous paraissaient interminables.

Tous les treize, nous marchions de long en large dans notre cellule, sans dire un mot les uns aux autres. Chacun de nous devint grincheux au point qu'il était prêt à riposter violemment à la plus innocente des plaisanteries qu'on lui aurait adressée.

Le surveillant en chef visita notre couloir. Il vint à notre porte, jeta un coup d'œil à travers le judas. Il vit chacun de nous marcher isolément dans toutes les directions, les menottes rejetées derrière le cou, les mains pliées sur la poitrine, silencieux, pensifs, laissant machinalement passer ceux qu'il rencontraient sur son chemin.

Subitement, un bruit de foule, puis un coup de feu retentirent dans la cour de la prison.

Comme un seul, nous nous précipitâmes tous aux fenêtres. (Les fenêtres des cellules de notre couloir donnaient sur la cour, avec une petite église au milieu, entourée de tilleuls).

Nous y vîmes grand nombre de soldats en capotes noires. C'étaient donc des détachements des gardes de la région de Moscou.

Les soldats criaient : « Camarades prisonniers, sortez ! Sortez tous ! La liberté est pour tout le monde !... »

Des voix retentirent aux fenêtres de notre couloir et à celles du « sakhaline » (bâtiment où le soleil ne pénétrait jamais, d'où son nom) : « Les cellules sont fermées ! » Les soldats crièrent alors : « Brisez les portes et sortez tous ! »

A un autre moment, on aurait pu supposer que les soldats étaient venus pour provoquer les prisonniers. Mais nous n'avions guère le temps pour réfléchir. Nous tous, les treize, saisis ensemble, presque en jouant, l'énorme dessus de la table, long de plus de 3 mètres, épais de 5 centimètres, et après l'avoir balancé, cognâmes de toutes nos forces contre la porte. Elle partit d'un seul coup, ensemble avec les charnières. Nous nous élançâmes alors vers les autres cellules pour dire aux détenus comment il fallait procéder pour ouvrir les portes, mais partout celles-ci gisaient par terre, comme chez nous, et les habitants se trouvaient déjà dehors, parmi les soldats. Nous descendîmes à notre tour. Nous nous précipitâmes vers la porte cochère donnant sur la rue.

Près de 1.500 forçats se pressaient en foule devant la sortie.

Tout ce monde aspirait, naturellement, à pénétrer dans la rue. Et c'étaient, bien entendu, les plus brutaux qui se frayaient le chemin les premiers, en repoussant les autres sans se gêner.

Mais voilà que des voix de protestation commencèrent à se faire entendre de tous côtés. Alors, une sortie en ordre fut organisée. Bientôt nous sortîmes dans la rue « Dolgoroukovskaia ». Là, les soldats rangèrent tous les forçats en rangs de quatre. Ce fut ainsi en colonne, ensemble avec les soldats, que nous nous dirigeâmes vers la place du Théâ-

tre, à l'Hôtel de Ville, pour nous enregistrer et obtenir les documents en règle, comme les soldats nous l'expliquèrent.

En cours de route, nous rencontrâmes les représentants de l'Hôtel de Ville. Il y avait parmi eux des civils et des militaires. Ils arrêtaient notre cortège et fire

